



ARRÊTÉ N° 2024-A-DGAS-D

du 26 MARS 2024

portant cession de l'autorisation de fonctionnement du Service Autonomie à Domicile (SAD), géré par la SARL ZOËLUNE (AXEO SERVICES) au profit de la SARL DOUCE VIE SERVICES (AGE D'OR SERVICES POITIERS)

RENDU EXECUTOIRE LE

17 AVR. 2024

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

LE PRÉSIDENT DU DÉPARTEMENT DE LA VIENNE,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 3221-1 et L.3221- 9 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment ses articles L.313-1 et D.313- 10- 8 ;

VU la loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'Adaptation de la Société au Vieillessement (ASV) et notamment son article 47.III ;

VU le règlement départemental d'aide sociale de la Vienne,

VU l'arrêté préfectoral n°SAP 503236051 portant agrément de la SARL ZOËLUNE à compter du 8 janvier 2014 pour une durée de 5 ans ;

VU l'arrêté préfectoral n°SAP 477752562 portant agrément de la SARL DOUCE VIE SERVICES à compter du 24 novembre 2015 pour une durée de 5 ans ;

VU le dossier de demande de cession d'autorisation du Service Autonomie à Domicile (SAD) par la SARL ZOËLUNE à la SARL DOUCE VIE SERVICES, reçu le 5 mars 2024 et considéré comme complet le 11 mars 2024 ;

VU la lettre d'intention relative à l'acquisition par la SARL DOUCE VIE SERVICES (AGE D'OR SERVICES POITIERS) de la branche d'activité « Dépendance » de la SARL ZOËLUNE (AXEO SERVICES) signée des deux parties le 1^{er} février 2024 ;

CONSIDERANT que le cessionnaire, la SARL DOUCE VIE SERVICES (AGE D'OR SERVICES POITIERS), présente les garanties suffisantes pour gérer le Service Autonomie à Domicile dans le respect et dans la continuité de l'agrément délivré à la SARL ZOËLUNE le 8 janvier 2014 et s'est engagé au respect des conditions techniques minimales d'organisation et de fonctionnement mentionnées au II. de l'article L. 312-1 du Code de l'action sociale et des familles ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur Général des Services Départementaux ;

ARRETE

Article 1 :

L'agrément valant autorisation suite à la loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'Adaptation de la Société au Vieillessement, accordée par arrêté préfectoral n°SAP 503236051 à la SARL ZOËLUNE dont le siège est situé 3 allée de la Calypso à Saint-Benoît (86280) est

cédée à la SARL DOUCE VIE SERVICES, domiciliée 7 allée d (86000), à compter du 1^{er} avril 2024.

L'Autorisation précitée est cédée sans changement.

| | |
|--|---|
| Entité juridique : DOUCE VIE SERVICES | |
| N° FINESS | 86 000 113 29 |
| N° SIREN | 47 775 256 2 |
| Code statut juridique | Société à Responsabilité Limitée |
| Adresse | 7 allée de la Providence 86000 Poitiers |

Article 2 :

Cette cession d'autorisation ne modifie pas la durée de l'autorisation du Service Autonomie à Domicile (SAD) délivrée par arrêté préfectoral n°SAP 503236051 à la SARL ZOËLUNE pour une durée de 15 ans à compter du 8 janvier 2014, en application de la loi du 28 décembre 2015 susvisée.

Le renouvellement de l'autorisation reste subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L.312-8 du Code de l'Action Sociale et des Familles effectuée au plus tard deux ans avant l'expiration du délai de 15 ans précité et transmise au Président du Conseil Départemental, dans les conditions fixées à l'article D. 312-204 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

Article 3 :

Le SAD intervient sur les communes suivantes :

| | |
|-----------------------|-------------------------|
| ASLONNES | MARIGNY-CHEMEREAU |
| AVANTON | MIGNALOUX BEAUVOIR |
| BIARD | MIGNE AUXANCES |
| BIGNOUX | MONTAMISE |
| BUXEROLLES | NEUVILLE DE POITOU |
| CELLE-LEVESCAULT | NIEUIL L'ESPOIR |
| CHASSENEUIL DU POITOU | NOUAILE MAUPERTUIS |
| CISSE | POITIERS |
| CLOUE | QUINCAY |
| COULOMBIERS | ROCHES-PREMARIE-ANDILLE |
| CROUTELLE | SAINT-BENOIT |
| FONTAINE LE COMTE | SAINT-JULIEN-L'ARSS |
| ITEUIL | SAVIGNY-LEVESCAULT |
| JAUNAY-MARIGNY | SEVRES-ANXAUMONT |
| LA VILLEDIEU-DU-CLAIN | SMARVES |
| LIGUGE | VIVONNE |
| LUSIGNAN | VOUILLE |
| MARCAY | VOUNEUIL-SOUS-BIARD |

Article 4 :

Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de l'établissement, par rapport aux caractéristiques de l'autorisation, devra être porté à la connaissance du Président du Conseil Départemental de la Vienne, en vertu de

l'article L.313-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles. L'autorisation sans l'accord du Président du Conseil Départemental de la Vienne.

Article 5 :

Un recours gracieux contre le présent arrêté peut être formulé auprès du Président du Conseil Départemental dans un délai franc de deux mois à compter de sa date exécutoire, c'est-à-dire de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département lavienn86.fr pour les autres personnes.

Un recours contentieux contre le présent arrêté peut être déposé auprès du Tribunal Administratif de Poitiers (par voie postale à l'adresse suivante : 15, rue de Blossac - BP 541 - 86020 POITIERS CEDEX ; ou par voie dématérialisée via l'application «Télérécours citoyens» sur le site www.telerecours.fr) dans un délai franc de deux mois à compter de la réception de la réponse de l'administration au recours gracieux, ou à l'expiration d'un délai franc de deux mois à compter de la date de réception du recours gracieux par l'administration, en l'absence de réponse de sa part.

En l'absence de recours gracieux, le recours contentieux contre le présent arrêté peut être présenté dans un délai franc de deux mois à compter de sa date de notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département lavienn86.fr pour les autres personnes, auprès du Tribunal Administratif de Poitiers (par voie postale à l'adresse suivante : 15, rue de Blossac - BP 541 - 86020 POITIERS CEDEX ; ou par voie dématérialisée via l'application «Télérécours citoyens» sur le site www.telerecours.fr).

Article 6 :

Le Directeur Général des Services du Département de la Vienne est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société gestionnaire et publié sur le site internet du Département de la Vienne.

Le Président du Conseil Départemental,



Alain PICHON

Envoyé en préfecture le 28/03/2024

Reçu en préfecture le 28/03/2024

Publié le

SLOW

ID 086-226600011-20240326-24_A_SSP_0002-AR